

Les pays émergents et en développement dans la crise mondiale

La crise actuelle est sans conteste la plus sérieuse depuis une septantaine d'années. Depuis son épice centre aux États-Unis, l'onde de choc de ce «tremblement de terre» économique s'est étendue au monde entier avec une intensité que les décideurs d'aujourd'hui n'ont encore jamais connue. Pour l'instant, on n'en voit toujours pas la fin. Les effets de la crise ne se font sentir que depuis quelques mois sur de nombreux pays en développement et devraient en toucher plusieurs autres plus durement ces prochains temps. Pour empêcher que cette crise ne se transforme en dépression majeure, les décideurs politiques doivent éviter de répéter les erreurs commises par leurs prédécesseurs dans les années trente.



Michael Klein
Vice-président pour le développement financier et du secteur privé de la Banque mondiale, économiste en chef de la Société financière internationale (IFC)



Dans les années qui ont précédé la crise, de nombreux pays émergents et en développement ont mené une politique monétaire et budgétaire prudente. Bien ou mal positionnés, tous sont pourtant touchés par la crise. En illustration: scène de chômage en Chine.

Photo: Keystone

Chronologie de la crise

Dans un premier temps, la crise s'est développée en douceur, ponctuée ici et là par quelques débâcles dans certains secteurs de l'économie. Dès 2006, la consommation avait commencé à décliner aux États-Unis, les ménages commençant à se montrer plus économes et à réduire leurs dettes. Cela n'avait encore que peu d'effets sur la croissance mondiale. Aux États-Unis même, la marche des affaires demeurait fermement soutenue par les exportations vers l'Asie et l'Europe. C'est en août 2007 que les premiers craquements se sont fait entendre sur les marchés financiers. Le mouvement de panique bancaire dont fut victime à cette époque l'établissement britannique Northern Rock fut le signe avant-coureur d'une catastrophe annoncée. Les interventions massives décidées alors par les grandes banques centrales eurent apparemment l'effet apaisant souhaité. D'autres faillites spectaculaires suivirent en mars 2008, notamment celle de Bear Stearns, ce qui entraîna de nouvelles interventions massives des instituts d'émission.

À la mi-septembre 2008, cependant, en réaction à l'insolvabilité de Lehman Brothers

et du groupe d'assurances AIG, on assista à l'effondrement complet du marché interbancaire aux États-Unis et dans d'autres grands pays de l'OCDE. Dès lors, il devint clair que les banques centrales n'étaient plus capables à elles seules de combattre efficacement la crise. Les gouvernements des pays riches prirent à leur tour des mesures radicales pour assurer un niveau minimum de liquidité, en octroyant notamment de très larges garanties pour les dépôts d'épargne et à vue.

Le problème de l'insolvabilité de vastes secteurs du système financier aggravait entre-temps la situation. Lorsqu'au printemps 2008, le Fonds monétaire international (FMI) avait estimé le montant des mauvais crédits («bad assets») à 900 milliards d'USD aux États-Unis, il fut accusé d'alarmisme par les gouvernements. Tout récemment, en avril 2009, le FMI a porté ces estimations à 2700 milliards d'USD pour les États-Unis et à 4000 milliards d'USD dans le monde entier. Non seulement ses évaluations ne sont plus mises en doute, mais nombreux sont ceux qui craignent que la situation réelle soit encore plus sérieuse et que l'ensemble du système bancaire devienne insolvable. Beaucoup de pays – États-Unis compris – ont des difficultés à approvisionner les



La quasi-totalité des pays qui ont jusqu'ici recouru au FMI pour une aide d'urgence se situent en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Asie centrale. En illustration: marché en Lettonie.

Photo: Keystone

banques en capital frais et à faire face au problème des pertes massives sur crédit.

À l'automne 2008, la crise débordait sur l'économie réelle. La production industrielle et les échanges commerciaux subissaient une contraction d'une ampleur tout à fait inattendue dans le monde. Celle-ci se poursuit encore. Même les pays dont le secteur financier ne connaissait aucun problème et qui s'en étaient tenus à une politique budgétaire prudente sont aujourd'hui touchés. Sont particulièrement affectés les pays exportateurs de biens manufacturés – par exemple d'Extrême-Orient, y compris les provinces orientales chinoises, ou l'Allemagne – ainsi que les exportateurs de matières premières de toutes sortes.

Comment la crise va-t-elle évoluer?

Les modèles de prévision existants ne sont pas capables de profiler des événements aussi exceptionnels que celui que nous vivons en ce moment. Voilà pourquoi le rapport sur l'économie mondiale du FMI publié en avril 2009 signale que les risques d'une détérioration ultérieure demeurent importants. Les interactions entre les problèmes des banques, la montée du chômage et la chute de la production sont bien capables d'amorcer de nouveaux «cercles vicieux».

On peut déjà s'attendre à ce que l'aggravation du chômage dans le monde entraîne un recul encore plus sensible de la demande, d'où de nouvelles baisses de production en perspective. Les pertes sur crédit dans les entreprises et les ménages augmenteront, ce qui continuera d'affaiblir le bilan des établissements financiers. Cette onde de crise est précisément en train de se creuser. Aujourd'hui, les prévisionnistes officiels annoncent certes

un redressement en 2010, encore que timide. Il pourrait toutefois se faire attendre plus longtemps. En réalité, il n'est pas exclu que l'économie mondiale demeure l'espace d'une décennie entière sans croissance digne de ce nom.

Les deux développements que voici paraissent, en effet, vraisemblables:

- dans le monde entier, les consommateurs et les entreprises deviennent plus prudents et se mettent à économiser davantage, en conséquence de quoi la progression de la demande demeure hypothétique;
- les systèmes financiers des grands pays doivent réduire le volume du crédit et accroître celui du capital propre.

Dans l'ensemble, le crédit sera moins abondant. Les instituts d'émission et les gouvernements s'opposent pour des raisons compréhensibles à cette évolution. Les pays qui ont péché par excès de consommation devront se montrer plus économes à l'avenir. D'autres ont la chance de pouvoir accroître la part de leur revenu consacrée à la consommation. À long terme, il se pourrait que les systèmes financiers de nombreux pays riches en viennent à diminuer les crédits accordés.

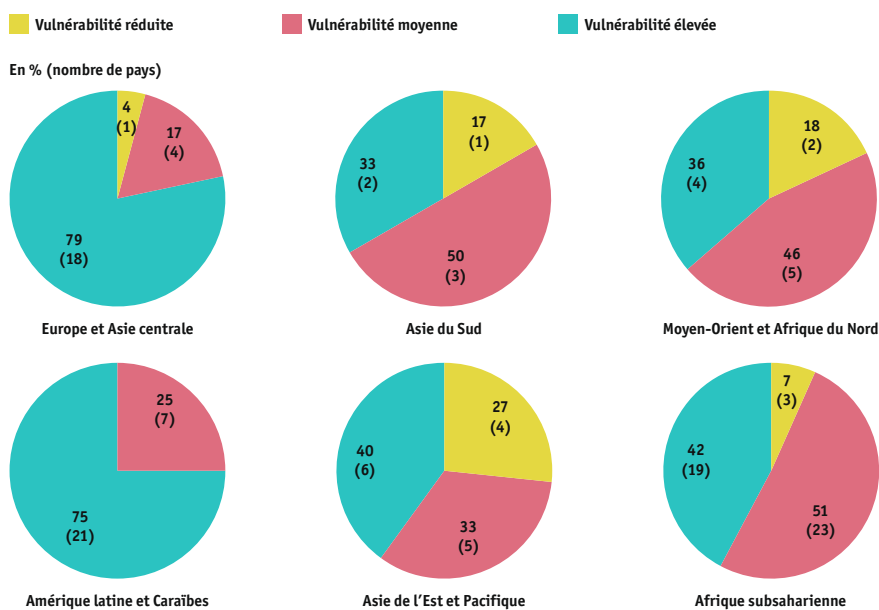
Ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur financier et l'économie réelle rappelle d'une certaine manière la grande dépression des années trente. Toutefois, la réaction des décideurs économiques et politiques de notre temps est jusqu'ici nettement meilleure que celle de leurs devanciers. Ainsi, les responsables de la politique monétaire et budgétaire ne se sont laissé entraîner par aucun réflexe protectionniste caractérisé. Il est donc capital qu'ils sachent non seulement garder ce bon cap, mais prendre aussi les mesures de soutien supplémentaires qui s'imposent.

La situation des pays émergents et en développement

Pendant les années précédant la crise, de nombreux pays émergents et en développement ont pratiqué une politique budgétaire et monétaire prudente. Par rapport aux décennies précédentes, ils sont aujourd'hui mieux parés pour affronter une crise. Les pays riches peuvent leur être reconnaissants, car en 2009 les rares impulsions en matière de croissance que l'on peut encore observer de par le monde proviennent uniquement de ces pays. Certes, l'évolution économique des pays émergents et en développement – contrairement à certains espoirs exagérés – n'est pas entièrement dissociable de celle des pays riches. Ils démontrent, toutefois, suffisamment de dynamisme propre pour alimenter un certain niveau de croissance générale.

Graphique 1

Vulnérabilité des États, par grandes régions



Source: FMI / La Vie économique

Il existe toutefois des différences considérables parmi les pays émergents et en développement. Certains peuvent compter sur de très vastes marchés intérieurs (par exemple la Chine et l'Inde). D'autres disposent d'énormes réserves monétaires qui leur permettent de surmonter assez facilement une crise de liquidités (la Chine encore, éventuellement la Russie). Beaucoup, en revanche, subissent la crise en position de faiblesse. Le «boom» du crédit qui est à l'origine de la crise a aussi poussé les prix à la hausse sur les marchés des denrées alimentaires et des matières premières. On en oublie presque la crise alimentaire et des matières premières qui avait durement frappé, en 2007-08, une trentaine de pays parmi les plus pauvres du monde, en majorité africains. L'inflation et les déficits budgétaires s'étant remis à progresser, le financement des importations était devenu précaire. En avril 2008, le FMI estimait que dans 33 pays à faibles ressources, les réserves monétaires ne suffisaient même plus à financer trois mois entiers d'importations.

Bien ou mal positionnés, tous les pays en développement sont touchés par la crise:

1. Ceux d'entre eux qui exportent beaucoup voient diminuer leurs débouchés à l'étranger, ce qui se répercute sur leur production industrielle ou leurs activités d'extraction de matières premières.
2. Les pays dont la balance de paiement est en situation délicate – ainsi que les ménages et les entreprises qui y résident – ont de la peine à contracter ou à financer des emprunts. Chez eux, seuls les risques de crédit les mieux notés ont une chance,

mais ils doivent tout de même acquitter pour ces emprunts des marges plus élevées en raison des emprunts massifs des pays les plus riches. La Banque mondiale paie aujourd'hui environ 65 points de base de plus qu'il y a six mois pour les crédits des premiers par rapport à ceux des seconds.

3. La crise économique qui frappe les pays riches provoque le chômage des émigrants ou une baisse de leurs revenus. Ces derniers diminuent la valeur des mandats expédiés à leur famille restée au pays. Or, le produit national brut (PNB) de toute une série de pays en développement dépend beaucoup de cet argent. Au Tadjikistan, par exemple, cette source de revenu assure pas moins de 45% du PNB.
4. Il existe enfin le risque que les pays riches réduisent leur aide au développement en faisant valoir leurs propres problèmes financiers.

La vulnérabilité des diverses régions du monde...

Il y a peu, le FMI a entrepris de dessiner une carte de vulnérabilité des diverses parties du monde. Il a retenu à cet effet des critères comme l'état des exportations, l'endettement extérieur, le degré de dépendance économique à l'égard des mandats envoyés par les travailleurs émigrés à leurs familles, etc. (voir *graphique 1*). Selon son évaluation, les pays les plus menacés sont ceux d'Europe centrale et orientale ainsi que ceux d'Asie centrale, dont 79% sont très vulnérables. Dans cette région, des phénomènes de «boom» locaux ont fortement aggravé l'endettement interne et externe. On y trouve la quasi-totalité des pays qui se sont jusqu'ici tournés vers le FMI pour une aide d'urgence (Lettonie, Roumanie, Serbie, Ukraine, Hongrie et Biélorussie). Suivent, dans le classement, l'Amérique latine et les Caraïbes (75% de vulnérabilité), alors que la plupart des pays concernés ont appliqué une politique économique très prudente avant la crise. La chute des commandes de l'étranger se fait durement sentir dans cette zone grande exportatrice de matières premières, de sorte que tous les pays qui la composent sont jugés vulnérables.

En Afrique, d'après les évaluations du FMI, 42% des États sont en très mauvaise posture. Pratiquement tous (93%) sont considérés comme au moins vulnérables. Les États africains souffrent d'une part de la chute de leurs exportations de matières premières, d'autre part des effets de la crise alimentaire. En Asie méridionale, au Moyen et Extrême-Orient, la situation semble en revanche moins précaire. En se basant sur une autre estimation, la Banque mondiale suppose que le refi-

nancement des 370 à 700 milliards d'USD de dettes extérieures des pays en développement sera très problématique en 2009.

... et les pronostics de croissance

Les pronostics actuels de croissance pour 2009 mettent bien en évidence l'impact de la crise sur les pays en développement. Pour le FMI, la croissance des économies avancées reculera de 6,5 points par rapport à 2007 (soit de 5,2% à -1,3%). Pour l'ensemble des pays en développement, le recul serait de 6,7 points (de 8,3% à 1,6%). Les plus fortement touchés sont les pays de l'ex-Union soviétique, avec une chute de 13,7 points, suivie de la région Europe centrale et orientale (-9,1 points), de l'Amérique latine (-7,2 points), de l'Asie - Chine et Inde comprises (-5,8 points), de l'Afrique subsaharienne (-5,2 points) et enfin du Moyen-Orient (-3,8 points).

Les politiques de soutien aux pays en développement

Les pays en développement doivent-ils faire l'objet d'un soutien spécial? De quelle manière? Dans une approche collective, il est dans l'intérêt de tous de concourir au renforcement de l'économie mondiale, ce qui passe par un soutien de la demande globale et du commerce extérieur. L'octroi de crédits aux pays en développement, notamment à l'exportation et à l'importation, ne doit par conséquent aucunement fléchir. Bien évidemment, la situation budgétaire des pays riches doit être prise en compte.

L'aide financière aux pays émergents

Il sera d'autant plus facile de couvrir les besoins de refinancement des pays émergents que l'on parviendra à contrer efficacement la discrimination de ces pays sur les marchés financiers. Par ailleurs, un accroissement des ressources mises à disposition du FMI et d'autres institutions financières internationales serait particulièrement utile compte tenu de leur rôle primordial dans le soutien aux pays en développement. Cette année, la Banque mondiale fera passer le volume des crédits octroyés aux pays émergents à quelque 35 milliards d'USD, comparés aux 13,5 milliards d'USD de 2008. La Société financière internationale (International Finance Corporation, IFC) a doublé (de 1,5 à 3 milliards d'USD) ses programmes de financement des exportations destinés aux pays en développement. L'IFC alloue aussi des fonds spéciaux pour la recapitalisation des banques, les programmes d'infrastructure ainsi que les entreprises de microfinancement, particulièrement affectées par la crise. Ces sommes demeurent

certes modestes, mesurées aux besoins réels de refinancement, qui s'élèvent à plusieurs centaines de milliards de dollars. Néanmoins, chaque centime compte.

L'aide financière aux plus pauvres

Les pays les plus pauvres - particulièrement en Afrique - sont très durement touchés par la crise. L'ampleur du fléchissement économique y est la même que dans les pays riches, mais leurs habitants l'affrontent avec des niveaux de vie beaucoup plus faibles. Des millions d'hommes et de femmes se voient rejetés dans l'extrême pauvreté. Étant donné que cette crise ferme pratiquement l'accès des pays les plus pauvres au marché des capitaux alors qu'ils ont précisément besoin d'être davantage soutenus, un effort d'aide spécial en leur faveur paraît s'imposer. Le Groupe de la Banque mondiale alloue des crédits IDA sans intérêt et mobilise des fonds spéciaux pour diverses affectations, allant de l'aide alimentaire aux soutiens infrastructurels. Ces ressources ne peuvent, toutefois, augmenter que sur décision des gouvernements des pays riches.

L'aide des prestations de conseil

Plus que jamais en période de crise, il faut savoir prendre les bonnes décisions en matière de politique économique. À cet égard, une des prestations actuellement les plus demandées de la Banque mondiale est celle des simulations de gestion de crise, qui aident les autorités de surveillance et budgétaires à aborder le plus efficacement possible certains problèmes, notamment bancaires.

Un autre domaine d'activité du conseil en gestion de crise est celui des procédures d'insolvabilité. Dans les pays en développement, la plupart des problèmes potentiels de crédit concernent les entreprises. Dès lors, la mise en place de procédures d'insolvabilité judiciaires qui permettent de sauvegarder autant que possible des entreprises et des emplois apparaît particulièrement utile. Sur ce point également, le Groupe de la Banque mondiale cherche à intensifier son offre de conseils avec l'aide des pays donateurs.

Enfin, un autre aspect appelé à prendre de l'importance est celui de l'aménagement de conditions-cadres propices au redressement économique des entreprises. En période de crise, le chômage et les dettes publiques augmentent. Il convient donc de soutenir la création d'emplois productifs, tout en augmentant les recettes fiscales, deux objectifs qui ne peuvent être atteints qu'à la faveur d'une reprise de l'économie privée. À cet égard, on comprend également que des conseils susceptibles de créer un bon climat d'investissement jouent un rôle fondamental. ■